

Strasbourg, le 11 décembre 2015

T-PD-BUR(2015)37RAP

**BUREAU DU COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD
DU TRAITEMENT AUTOMATISE
DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL [STE N° 108]
(T-PD-BUR)**

37^e réunion du Bureau

Strasbourg, 9-11 décembre 2015

RAPPORT ABREGE

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD-BUR) a tenu sa 37^{ème} réunion du 9 au 11 décembre 2015 à Strasbourg sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour adopté par le Bureau du T-PD et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du T-PD :

1. prend note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, Directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, en particulier sur :

- l'importance pour le T-PD de participer aux discussions relatives à la surveillance et au terrorisme, rendues nécessaires par les attentats terroristes de Paris, pour trouver le juste équilibre entre une approche sécuritaire et les droits de l'homme applicables, y compris le droit au respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel ;
- la décision des Délégués des Ministres d'inviter la Tunisie à adhérer à la Convention 108 et à son Protocole additionnel ;
- la modernisation de la Convention 108, liée en particulier à l'état d'avancement des négociations menées dans le cadre du trilogue de l'UE, qui sont sur le point de s'achever et qui devraient permettre au groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur la coopération juridique de reprendre les discussions lors de sa prochaine réunion de 2016 et de décider des étapes ultérieures ;
- le lancement d'une série de dialogues en matière de protection des données, avec la participation de Max Schrems pour la première édition qui doit se tenir après la 37^{ème} réunion le 11 décembre, afin de discuter de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 6 octobre 2015 ;

2. prend note des préoccupations exprimées une nouvelle fois par le Président sur l'insuffisance des **ressources** allouées au Comité et à son Secrétariat compte tenu de l'importance et de la pertinence du sujet, ainsi que des besoins budgétaires qui découleront de la mise en place du mécanisme de suivi, qui exigera non seulement un renforcement des effectifs du Secrétariat, mais aussi une deuxième réunion plénière annuelle. La Commissaire à la protection des données exprime les mêmes préoccupations, soulignant que des effectifs supplémentaires sont indispensables à l'accomplissement de sa mission ;

3. prend note des informations présentées par les experts, M. Gert Vermeulen et M. Dariusz Kloza, sur la question de la **coopération entre les autorités chargées de la protection des données** dans le cadre de l'accord mondiale de coopération transfrontière dans l'application des lois adoptée lors de la 36^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée par rapport aux dispositions actuelles de la Convention et au projet de version modernisée de la Convention 108. Le Bureau tient un échange de vues avec les experts et charge son Secrétariat d'adresser une lettre à la Conférence internationale sur les dispositions applicables de la Convention 108 et leur articulation avec l'accord ;

4. examine le **projet de recommandation sur la protection des données médicales** présenté par l'experte, M^{me} Jeanne Bossi Malafosse, et convient que le Secrétariat et l'experte le révisent sur la base des discussions et des observations écrites reçues aux fins de sa transmission aux délégations et aux observateurs pour commentaires avant sa 38^{ème} réunion ;

5. prend note des informations présentées par M. Philip Kerfs sur la norme d'**échange automatique** de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale de l'OCDE, en particulier concernant l'annexe C de l'Accord multilatéral entre les autorités compétentes, et invite M. Kerfs à le tenir informé de toute évolution à ce sujet ;

6. examine le projet de lignes directrices sur « la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à **caractère personnel** dans un monde de données massives », élaboré par le Secrétariat sur la base du rapport des experts et charge le Secrétariat de transmettre une version révisée aux délégations et aux observateurs pour qu'ils formulent des commentaires écrits en vue de sa 38^{ème} réunion ;

7. prend note des informations communiquées par les représentants d'autres organes du Conseil de l'Europe :

- le Secrétariat du Comité de la Convention cybercriminalité (**T-CY**) sur les décisions prises lors de la 14^{ème} réunion plénière du T-CY (1^{er} et 2 décembre 2015) qui présentent un intérêt pour le T-PD, en particulier sur l'intention du Groupe sur les preuves dans le nuage (« Cloud evidence ») d'organiser une réunion le 23 mai 2016 pour poursuivre le dialogue avec les experts en protection des données et rendre compte des résultats au T-CY ;
- le Secrétariat du Comité d'experts sur le terrorisme (**CODEXTER**) concernant la participation du T-PD au groupe de rédaction qui mettra à jour la Recommandation Rec(2005)10 relative aux « techniques spéciales d'enquête » en relation avec des infractions graves y compris des actes de terrorisme, et nomme M. Péter Kimpian (Hongrie) pour représenter le T-PD au groupe de rédaction ;
- le Secrétariat du Comité de bioéthique (**DH-Bio**) au sujet notamment de l'approbation par ce dernier du projet de recommandation sur « la recherche utilisant des matériels biologiques d'origine humaine » et de la finalisation du projet de recommandation sur « le traitement des données relatives à la santé à des fins d'assurance, en particulier des données résultant des tests génétiques » et des domaines futurs de coopération possible (projet de recommandation sur la protection des données de santé et les travaux sur les technologies émergentes) ;

8. prend note des informations présentées par M. Péter Kimpian sur sa participation à la 54^{ème} réunion de l'**ICANN** à Dublin, en soulignant l'importance de la participation du T-PD aux réunions à venir de l'ICANN ;

9. prend note des informations présentées par l'experte, Marie Georges, au sujet de son rapport sur « **les dossiers passagers** » et à l'issue d'une discussion avec l'experte, examine le projet d'avis sur les informations relatives aux passagers aériens élaboré par le Secrétariat, qu'il charge de transmettre une version révisée aux délégations et aux observateurs aux fins de commentaires écrits avant sa 38^{ème} réunion ;

10. prend note des informations communiquées par la Commissaire à la protection des données sur la **révision du « Règlement de 1989** instaurant un système de protection des données pour les fichiers de données à caractère personnel au Conseil de l'Europe », en soulignant l'importance d'être consultée sur ce projet, et soutient la demande du Président sur une consultation du T-PD relative à la cohérence du projet de règlement avec la Convention 108 et la nécessité d'adopter rapidement le règlement révisé ;

11. prend note des informations présentées par les **observateurs**, par l'AEDH sur l'organisation, le 27 janvier 2016, d'une conférence marquant la 10^{ème} édition de la Journée de protection des données, par le CICR sur l'adoption en juin 2015 des règles de protection des données à caractère personnel dans le domaine de l'action humanitaire, ainsi que de l'adoption de la résolution sur le respect de la vie privée et l'action humanitaire internationale à la 37^{ème} Conférence internationale des commissaires à la vie privée et à la protection des données et de la coopération avec *Brussels Privacy Hub* qui permettra l'organisation de six ateliers visant à élaborer des lignes directrices sur la protection des données à caractère personnel pour les actions humanitaires et avec le CEPD, qui débouchera sur l'organisation d'un atelier le 5 février 2016 à Genève consacré à la protection des données au sein des organisations internationales ;

12. confirme la tenue de sa **38^{ème} réunion** du 22 au 24 mars 2016 à Paris et celle de la **33^{ème} réunion plénière** du 29 juin au 1^{er} juillet 2016 à Strasbourg.

ANNEXE I.

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- T-PD-BUR(2015)RAP36Abr Rapport abrégé de la 36^{ème} réunion du Bureau du T-PD (6-8 octobre 2015)
- T-PD(2015)RAP32Abr Rapport abrégé de la 32^{ème} réunion Plénière (1-3 juillet 2015)
- T-PD(2016)WP Programme de travail du T-PD 2016-2017
- T-PD(2014)WP Programme de travail du T-PD 2014-2015
- T-PD(2014)07 Règlement intérieur

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Experts : M. Gert Vermeulen, Directeur de l'Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP), Professeur de droit pénal à l'Université de Ghent, Commissaire à la Commission de la protection de la vie privée (CPVP), Belgique ;

M. Dariusz Kloza, chercheur avec doctorat au sein du Groupe de recherche sur le droit de la Science Technologie et Société (LSTS) à l'Université de Vrije, Bruxelles, Belgique et à « Peace Research Institute Oslo » (PRIO).

Action requise : Le Bureau tiendra un échange de vues avec les experts sur les obstacles possibles à la coopération entre les Autorités de protection des données (articles 7, 7bis et 13 de la Convention modernisée).

- CAHDATA(2014)RAP03Abr Rapport abrégé de la 3^{ème} réunion de CAHDATA (1-3 décembre 2014)
- Projet de Protocole d'amendement Projet de protocole portant amendement à la Convention 108.
- Document d'information Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108 avec réserves (*uniquement en anglais*)

5. BIG DATA

Action requise : Le Bureau examinera le projet de lignes directrices préparées par le Secrétariat sur la base du rapport d'expert.

- T-PD-BUR(2015)12 Projet de lignes directrices

- T-PD-BUR(2015)09 Rapport: « DES DONNEES ET DES HOMMES » Droits et libertés fondamentaux dans un monde de données massives (première partie) (Rapport par Antoinette Rouvroy et Jean-Noël Colin)

6. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Experte: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Avocate à la Cour, DLA Piper France LLP, Paris, France.

Action requise : Le Bureau examinera la version révisée du projet de recommandation présentée par l'experte.

- T-PD-BUR(2015)10 Projet de Recommandation en matière de protection des données de santé
- T-PD(2015)07 Projet de rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
- T-PD(2015)02Mos Compilation des réponses reçues (*Version mise à jour*)
- T-PD(2014)07 Questionnaire : "Medical technologies and data protection issues" (*anglais seulement*)
- Recommandation N° R (97) 5 sur la protection des données médicales

7. ECHANGE AUTOMATIQUE DE DONNEES

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales
- T-PD-BUR(2014)01 Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échanges interétatiques et automatiques de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption.

8. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
 - 9ème réunion Plénière (8-11 décembre 2015)
- Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)
 - Audition sur la preuve dans le nuage (30 novembre 2015)
 - 14^{ème} Réunion Plénière (1-2 décembre 2015)

- CODEXTER
- DH-BIO
 - Emerging technologies and Human Rights (uniquement en anglais)

9. VUE D'ENSEMBLE SUR LES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENTS MAJEURS INTERVENUS DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DONNEES

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- ICANN (54^{ème} réunion, Dublin ; 18-22 octobre 2015)
- T-PD(2015)03Mos Compilation de rapports d'expert
- Follow-up to the European Parliament resolution of 12 March 2014 on the electronic mass surveillance of EU citizens (uniquement en anglais)

10. AVIS

Experte: Mme Marie Georges, expert indépendante du Conseil de l'Europe, Paris, France.

Action requise: Le Bureau examinera le projet d'Avis préparé par le Secrétariat sur la base du rapport d'expert.

- T-PD-BUR(2015)11 Projet d'avis relatif aux informations des passagers du transport aérien
- T-PD-BUR(2015)05 Rapport sur un projet d'avis du Bureau du T-PD relatif aux dossiers passagers (PNR), exploration et protection des données
- T-PD(2015)11 Passenger Name Records, data mining & data protection: the need for strong safeguards
Projet de rapport du Conseil de l'Europe par M. Douwe Korff et Mme Marie Georges (anglais uniquement)
- T-PD(2015)01Bil Compilation des avis

11. PROJET DE REGLEMENTATION DE LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE, ÉTAT D'AVANCEMENT

Action requise: le Bureau prendra note des explications du Secrétariat et de la Commissaire et procédera à un échange de vues.

12. OBSERVATEURS

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.

- CIRC : Résolution en matière de vie privée et action humanitaire (adopté lors de la 37^{ème} Conférence Internationale)

13. DIVERS

ANNEXE II.

LIST DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

GEORGIA / GEORGIE (apologised/excusée)

Nino Sarishvili, Head of International Relations and Communications Department, Office of the Personal Data Protection Inspector, 7, Ingorokva Str., 0105, Tbilisi Georgia

HUNGARY / HONGRIE

Péter Kimpiàn, International Affairs and Public Relations Department, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest, Szilágyi Erzsébet fasor 22/C

ITALY / ITALIE (apologised/excusée)

Pierucci Alessandra, (first vice-chair), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG (apologised/excuse)

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, (second vice-chair), Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SPAIN / ESPAGNE

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney -Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (Président), Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

BELGIUM / BELGIQUE

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse, 35 à 1000 Bruxelles

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Nimra Zaheer, EU and International Data Protection Policy, Department for Culture, Media & Sport, 100 Parliament Street, London, SW1A 2NH

OBSERVERS / OBSERVATEURS

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, European Commission, DG Justice and Consumers, Rue de la Loi 200
1049 Brussels, Belgium

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES

Jacob Kornbeck, Legal Officer, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels
Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels, Belgium

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management
Department, ICRC Geneva, Switzerland

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)

Philip Kerfs, Head, International Cooperation Unit, ICA, CTPA, 2, rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16,
France

OTHER PARTICIPANT / AUTRE PARTICIPANT

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Eva Souhrada-Kirchmayer, Council of Europe, Strasbourg, France

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocat à la Cour – Counsel, DLA Piper France LLP, 27 rue Laffitte, 75009
Paris, France

Marie Georges, experte indépendante, 58 rue de Rochechouart, 75 009 Paris, France

Dariusz Kloza, LL.M., Research Group on Law, Science, Technology & Society (LSTS), Vrije Universiteit
Brussel (VUB) - Faculty of Law and Criminology, Room 4B306, Pleinlaan 2, 1050 Elsene, Brussels,
Belgium

Gert Vermeulen, Directeur de l'Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP),
Professeur de droit pénal à la Faculté de droit, l'Université de Ghent, Commissaire de la Commission vie
privée, Belgique Universiteitstraat 4, B-9000 Ghent, Belgium

SECRETARIAT

**Directorate General Human Rights and Rule of Law
Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrik Penninckx, Head/Chef de service

Cybercrime Division / Division de la cybercriminalité

Alexandru Frunza, Programme Officer

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the T-PD / Secrétaire du T-PD

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

Counter-Terrorism Division, Action against Crime Department, Information Society and Action against Crime Directorate / Division de l'Anti-terrorisme, Département de l'Action contre la criminalité, Direction de la Société de l'information et de l'action contre la criminalité (CODEXTER)

Stephanie Burel, Administrator

Bioethics Department / Service de la Bioéthique

Laurence Lwoff, Secretary of the DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

TRAINEES / STAGIAIRES

Sarah Leonor Duque de Carvalho

Bruno Ricardo Bioni

INTERPRETERS / INTERPRETES

Angela Brewer

Nadine Kieffer

Monique Palmier

Nicolas Guittoneau